



Agbor Balla, avocat et fondateur président du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique a déclaré à Cameroon-info.net qu'il a longtemps pardonné au président camerounais Paul Biya, même s'il l'avait jeté en prison pour près de huit mois.

Sa déclaration survient après que le chef de l'Etat Biya, au pouvoir depuis le 6 novembre 1982, a lancé Twitter et Facebook le 7 mai 2019, prêchant un évangile de pardon à ses compatriotes.

"L'essentiel aujourd'hui est de pardonner et d'oublier, de travailler ensemble vers un objectif commun. Nous ne pouvons pas, à la fois, regarder vers le futur et vivre dans le passé. Le pardon mutuel est la voie vers une paix durable ", a déclaré le dirigeant âgé de 86 ans dans un tweet.

Interrogé samedi 11 mai 2019, s'il avait tenu compte de l'appel du président Biya au pardon mutuel en tant que voie menant à une paix durable, Agbor Balla a déclaré qu'il n'était pas rancunier et qu'il n'avait donc rien contre le président Biya. « Je ne suis pas une personne de vengeance. Pendant que j'étais en prison, j'avais pardonné à quiconque faisait quelque chose de mal contre moi. Avant de quitter la prison, j'avais pardonné à tout le monde; même certains de ceux qui étaient mes plus grands critiques et ceux qui m'ont insulté. Je défends certains d'entre eux. Je suis toujours ouvert au dialogue. Donc, je n'ai rien contre M. Biya - parce que si vous ne lui pardonnez pas, vous ne pourrez pas continuer en tant que personne ", a déclaré

Balla.

Le président du Consortium de la société civile anglo-camerounaise interdit (CACSC) a ajouté: "Et chacun d'entre eux a commis des erreurs dans sa vie. Et je pense que c'est un pardon général. Nous demandons tous un pardon général, car je pense que nous avons tous fait une ou deux choses qui ne vont pas. Si nous pouvions le faire, nous pourrions corriger les choses. "

L'ancien président de l'Association des avocats de Fako (FAKLA), l'un de ceux qui s'est entretenu avec le gouvernement en 2016 et en janvier 2017 pour sauver la pratique du droit coutumier dans un Cameroun biculturel, a exprimé sa joie de voir le président Biya démissionner cheval "Je suis heureux qu'il [le président Biya] descende de son grand cheval pour demander pardon. Je suis heureux que l'arrogance ait diminué et j'espère que ce n'est pas juste parler. J'espère que cela va au-delà des tweets et de la discussion pour m'assurer que j'ai mis en pratique ce que je prêche, car parler n'est pas cher. N'oubliez pas que nous avons une constitution de 1996 qui, vingt ans plus tard, n'a pas été pleinement mise en œuvre ». «

Nous devons donc voir la bonne foi du président. Je dois suivre le discours et aller au-delà de la rhétorique, des tweets pour gagner l'esprit et le cœur des gens. Nous avons perdu confiance en lui et nous avons besoin de lui pour restaurer cette confiance. Ce ne sera pas seulement fait par les tweets. C'est un pas dans la bonne direction, souligne l'avocat des droits de l'homme.

Pour Mémoire, Agbor Balla a été arrêté le 17 janvier 2017 avec le docteur Fontem Neba, secrétaire du Consortium, peu de temps après le CACSC, ils ont été interdits par le ministre de l'Administration territoriale du Cameroun. Il a été maintenu en détention jusqu'au 1^{er} septembre 2017, date à laquelle il a été libéré, en même temps que des détenus arrêtés en raison de ce que l'on appelle désormais la crise anglophone. Durant son séjour en prison, il a été inculpé en vertu de la loi de 2014 sur la répression des actes de terrorisme et a comparu devant le tribunal militaire pour y purger sa peine maximale. Aujourd'hui

Cameroun-Info/237actu
